

2° zich verplaatst zonder door een derde te worden begeleid en uit een omstandig geneeskundig verslag blijkt dat hij, als gevolg van hart- en ademhalingsstoornissen of van bewegingsstoornissen of van stoornissen die met voornoemde stoornissen kunnen worden gelijkgesteld door de raad van beheer, niet in staat is een afstand van ten minste 300 m te voet af te leggen. »

Art. 5. In het ministerieel besluit van 23 mei 1989 tot vaststelling van de perken binnen en de voorwaarden onder welke de lasten die voor de minder-validen voortvloeien uit de verplaatsing naar en het verblijf op de plaats aangewezen voor hun schoolopleiding, door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen gedragen kunnen worden, wordt artikel 4, § 1, vervangen door de volgende bepaling :

• § 1. De verplaatsingen met een individueel vervoermiddel geven aanleiding tot een tegemoetkoming berekend volgens de bij dit artikel bepaalde regels;

1° wanneer de gehandicapte zich met een invalidenwagen verplaatst;

2° wanneer de gehandicapte zich verplaatst zonder door een derde te worden begeleid en wanneer uit een omstandig geneeskundig verslag blijkt dat hij, als gevolg van hart- en ademhalingsstoornissen of van bewegingsstoornissen of van stoornissen die met voornoemde stoornissen kunnen worden gelijkgesteld door de raad van beheer, niet in staat is een afstand van ten minste 300 m te voet af te leggen.

De verplaatsingen met een individueel vervoermiddel die aan de voorwaarden van dit artikel niet beantwoorden, kunnen aanleiding geven tot een tegemoetkoming die berekend wordt alsof het zou gaan om een verplaatsing met een gemeenschappelijk vervoermiddel. »

Art. 6. De wijziging bedoeld in artikel 1, b) van dit besluit is niet toepasselijk op de leerovereenkomsten gesloten vóór de datum waarop dit besluit in werking treedt.

De wijzigingen bedoeld in de artikelen 2, 4 en 5 van dit besluit zijn niet van toepassing voor de gehandicapten aan wie, voor de datum waarop dit besluit in werking treedt, de verplaatsingen met een individueel of geïndividualiseerd vervoermiddel werden terugbetaald.

Art. 7. De Gemeenschapsminister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

De Minister-Voorzitter van de Executieve,

V. FEAUX

F. 91 — 208

25 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions d'octroi, le montant et les modalités de paiement des allocations et compléments de rémunération prévus en faveur des personnes handicapées soumises à une formation, réadaptation ou rééducation professionnelle

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés, notamment l'article 3, 8°;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, notamment l'article 75;

Vu l'avis du Conseil de gestion du Fonds national de reclassement social des handicapés;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 6 juillet 1990;

Vu l'accord du Ministre chargé du budget donné le 28 août 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est impératif de prendre sans délai les mesures nécessaires afin de mettre en concordance l'octroi d'allocations et de compléments de rémunération aux personnes handicapées en formation ou réadaptation professionnelle avec les avantages octroyés par la Communauté française aux personnes recevant une formation professionnelle; que l'urgence de ces mesures est d'autant plus grande qu'elles doivent concourir à garantir l'équilibre financier et l'orthodoxie budgétaire du Fonds national de reclassement social des handicapés;

Sur la proposition de Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif du 15 octobre 1990.

Arrête :

Article 1^{er}. Les allocations et compléments de rémunération prévus à l'article 75 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés sont octroyés, calculés et payés suivant les dispositions du présent arrêté.

Art. 2. Peut bénéficier des allocations et compléments de rémunération, les personnes handicapées qui sont âgées d'au moins dix-huit ans et qui, en exécution de leur processus de réadaptation et de reclassement social arrêté par le Fonds national de reclassement social des handicapés conformément à l'article 34 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 précité, sont soumises à une formation, réadaptation ou rééducation professionnelle visée à l'article 56, 2, 1°, 3°, 4° et 5° du même arrêté.

Art. 3. Les allocations et compléments de rémunération sont calculés sur base :

1° d'une indemnité tenant lieu de rémunération;

2° d'une prime complémentaire en espèces.

Art. 4. Le montant mensuel de base de l'indemnité tenant lieu de rémunération visée à l'article 3, 1° est fixé à 40 p.c. du revenu minimum mensuel moyen tel que garanti par la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail.

Le montant visé à l'alinéa précédent est porté à 60 p.c. lorsque la personne handicapée justifie de se trouver dans une des situations suivantes :

1° cohabiter avec un conjoint ne disposant, ni de revenus professionnels, ni de revenus de remplacement; la cohabitation avec d'autres personnes disposant ou non de revenus, est sans incidence en l'espèce;

2° cohabiter, sans conjoint et exclusivement, avec :

a) un ou plusieurs enfants, à la condition qu'elle puisse prétendre pour au moins un de ceux-ci à des allocations familiales ou qu'aucun de ceux-ci ne dispose de revenus professionnels ou de revenus de remplacement;

b) un ou plusieurs enfants et d'autres parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus, à la condition qu'elle puisse prétendre aux allocations familiales pour au moins un de ces enfants et que les autres parents ou alliés ne disposent ni de revenus professionnels, ni de revenus de remplacement;

c) un ou plusieurs parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclus, qui ne disposent ni de revenus professionnels, ni de revenus de remplacement.

Art. 5. L'indemnité horaire de base tenant lieu de rémunération est égale à trois fois le montant mensuel de base visé à l'article 4, divisé par 13×36 .

Le montant hebdomadaire de l'indemnité tenant lieu de rémunération est égal au montant horaire visé à l'alinéa précédent, multiplié par le nombre d'heures de formation professionnelle effectivement suivies, augmenté, le cas échéant, du nombre d'heures d'absence donnant lieu au paiement normal de l'indemnité.

Par dérogation aux dispositions des alinéas 1^{er} et 2, l'horaire forfaitaire est fixé à trente-cinq heures par semaine pour la personne handicapée bénéficiaire de l'assimilation prévue à l'article 56, 2, 1^o, de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 précité, lorsque l'enseignement qu'elle suit pendant le jour correspond à un programme d'études complet et de plein exercice.

Art. 6. Le montant de l'indemnité tenant lieu de salaire effectivement octroyé à la personne handicapée est égal au montant de base établi conformément aux articles 3 à 5 diminué le cas échéant :

1° du montant des interventions légales et réglementaires allouées à la personne handicapée, établi conformément aux dispositions de l'article 7;

2° du montant des avantages en espèces ou en nature et des indemnités dont bénéficie la personne handicapée en vertu du contrat dans les liens duquel elle effectue sa formation, réadaptation ou rééducation professionnelle.

Art. 7. 1. Les interventions légales et réglementaires dont question à l'article 6, 1^o, sont :

1° les pensions de vieillesse, de retraite, d'ancienneté, d'invalidité, ainsi que tous avantages en tenant lieu ou leur étant complémentaires accordés :

a) soit par ou en vertu d'une loi belge ou étrangère;

b) soit par un pouvoir public ou par un organisme d'intérêt public;

2° les indemnités, allocations et rentes viagères octroyées aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci;

3° les indemnités allouées au handicapé victime d'un accident, en application des articles 1382 et suivants du Code civil, ou en application de toute autre législation étrangère analogue;

4° les indemnités d'incapacité de travail octroyées en application de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

5° les allocations de chômage octroyées en application de la réglementation relative à l'emploi et au chômage;

6° les allocations de remplacement de revenus octroyées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, ou les allocations ordinaires ou spéciales octroyées en application de la loi du 27 juin 1989 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

Lorsqu'une des interventions visées à l'alinéa précédent est liquidée sous forme de capital ou de valeur de rachat, les dispositions figurant à l'article 30 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 portant exécution de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés seront appliquées.

2. Il n'est en aucun cas tenu compte de la partie des interventions légales ou réglementaires qui est octroyée au titre d'allocations familiales, d'indemnité d'intégration en application de la loi du 27 février 1987 précitée, ou d'indemnité pour l'aide d'une tierce personne en application de la loi du 6 juillet 1973 portant amélioration de la législation relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

Art. 8. Les avantages en nature visés à l'article 6, 2^o, sont évalués suivant les forfaits prévus par la législation concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Art. 9. En vue de leur déduction, les montants des interventions légales et réglementaires, des avantages en espèce ou en nature et des indemnités, fixés conformément aux dispositions des articles 6 à 8, sont ramenés à un taux mensuel.

La déduction s'opère en soustrayant le montant du taux mensuel obtenu conformément à l'alinéa précédent du montant du salaire mensuel de base de l'indemnité tenant lieu de salaire, établi conformément à l'article 4.

Art. 10. La prime complémentaire en espèces visée à l'article 3, 2^o est la même que celle prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle.

Art. 11. Les allocations et les compléments de rémunération visés à l'article 3, sont payés à intervalles réguliers dont la durée ne peut excéder un mois.

Art. 12. Le paiement des allocations et compléments de rémunération s'effectue par versement à un compte en banque, à un compte ouvert à l'Office des chèques postaux, ou par assignation postale lorsque la liquidation s'opère directement par le Fonds national. Il s'effectue par versement à un compte en banque, à un compte ouvert à l'Office des chèques postaux, par assignation postale ou de la main à la main lorsque, conformément à l'article 77, alinéa 2 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 précité, la liquidation se fait à l'intervention d'un centre.

Art. 13. L'arrêté ministériel du 19 février 1985 fixant les conditions d'octroi, le montant et les modalités de paiement des allocations et compléments de rémunération prévus en faveur des handicapés soumis à une formation, réadaptation ou rééducation professionnelle, est abrogé en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il est publié au *Moniteur belge*.

Les dispositions du présent arrêté ne sont toutefois pas applicables aux contrats de formation professionnelle conclus avant la date de son entrée en vigueur, ni aux prolongations dont ils peuvent faire l'objet.

Art. 15. Notre Ministre ayant la politique des handicapés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
F. GUILLAUME
Le Ministre-Président de l'Exécutif,
V. FEUX

VERTALING

N. 91 — 208

25 OKTOBER 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de voorwaarden van toekenning, van het bedrag en van de modaliteiten voor betaling van de uitkeringen en het aanvullend loon ten gunste van de gehandicapten die een beroepsopleiding, omscholing of herscholing doormaken

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 18 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, inzonderheid op artikel 75;

Gelet op het advies van de Raad van beheer van het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 juli 1990;

Gelet op de toestemming van de met de begroting belaste Minister, gegeven op 28 augustus 1990;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 10 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is zonder verwijl de noodzakelijke maatregelen te treffen om de toekenning van de uitkeringen en het aanvullend loon aan de gehandicapten die een beroepsopleiding of een omscholing volgen, in overeenstemming te brengen met de voordelen die door de Franse Gemeenschap worden toegekend aan de personen die een beroepsopleiding volgen; dat deze maatregelen des te dringender zijn omdat ze moeten bijdragen tot het financieel evenwicht van en de naleving van de budgettaire regels door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen;

Op de voordracht van Onze Minister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 15 oktober 1990,

Besluit :

Artikel 1. De uitkeringen en het aanvullend loon, bedoeld in artikel 75 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen, worden toegekend, berekend en uitbetaald volgens de bepalingen van dit besluit.

Art. 2. Om de uitkeringen en het aanvullend loon te kunnen genieten, moeten de gehandicapten ten minste achttien jaar oud zijn en, ter uitvoering van hun omscholings- en sociale reclasseringsproces bepaald door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen overeenkomstig artikel 34 van het voornoemde koninklijk besluit van 5 juli 1963, een beroepsopleiding, omscholing en herscholing bedoeld in artikel 56, § 2, 1°, 3°, 4° en 5°, van hetzelfde besluit doormaken.

Art. 3. De uitkeringen en het aanvullend loon worden berekend op grond van :

- 1° een vergoeding die als loon geldt;
- 2° een aanvullende premie in speciën.

Art. 4. Het basismaandbedrag van de vergoeding die als loon geldt, bedoeld in artikel 3, 1°, wordt vastgesteld op 40 t.h. van het gemiddeld minimum maandinkomen, zoals gewaarborgd bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, gesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Het in vorig lid bedoelde bedrag wordt op 60 t.h. gebracht wanneer de gehandicapte het bewijs levert dat hij/zij tot één van de volgende gevallen behoort :

1° samenwonen met een echtgeno(o)t(e) die noch bedrijfsinkomsten noch vervangingsinkomsten geniet; het samenwonen met andere personen die al dan niet inkomsten genieten, telt hier niet;

2° samenwonen, zonder echtgeno(o)t(e) en uitsluitend, met :

a) één of meer kinderen, op voorwaarde dat hij/zij voor ten minste één van deze kinderen op kinderbijslag aanspraak kan maken, of dat geen van deze kinderen bedrijfsinkomsten of vervangingsinkomsten geniet;

b) één of meer kinderen en andere bloed- of aanverwanten tot de derde graad inbegrepen, op voorwaarde dat hij/zij aanspraak kan make de kinderbijslag voor ten minste één van deze kinderen en dat de andere bloed- of aanverwanten noch bedrijfsinkomsten noch vervangingsinkomsten genieten;

c) één of meer bloed- of aanverwanten tot de derde graad inbegrepen, die noch bedrijfsinkomsten noch vervangingsinkomsten genieten.

Art. 5. De basisuurvergoeding die geldt als loon is gelijk aan drie keer het basismaandbedrag bedoeld in artikel 4, gedeeld door 13×38 .

Het weekbedrag van de vergoeding die geldt als loon is gelijk aan het uurbedrag bedoeld in vorig lid, vermenigvuldigd met het aantal uren voor beroepsopleiding die werkelijk worden gevolgd, vermeerderd, in voorkomend geval, met het aantal uren afwezigheid die tot de normale uitbetaling van de vergoeding aanleiding geven.

In afwijking van de bepalingen van het eerste en tweede lid, wordt de forfaitaire uurregeling op vijftientig uren per week vastgesteld voor de gehandicapte die het voordeel geniet van de gelijkstelling bedoeld in artikel 56, § 2, 1^o, van het voornoemde koninklijk besluit van 5 juli 1983, wanneer het onderwijs dat hij tijdens de dag volgt overeenstemt met een volledig studieprogramma met volledig leerplan.

Art. 6. Het bedrag van de vergoeding die geldt als loon dat aan de gehandicapte werkelijk wordt toegekend, is gelijk aan het basisbedrag dat overeenkomstig de artikelen 3 tot 5 wordt bepaald, in voorkomend geval verminderd :

1^o met het bedrag van de tegemoetkomingen die aan de gehandicapte bij een wet of een reglement worden uitgekeerd, bepaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 7;

2^o met het bedrag van de voordelen in geld of in natura en van de vergoedingen die de gehandicapte geniet krachtens de overeenkomst in het raam waarvan hij een beroepsopleiding, omscholing en herscholing ontvangt.

Art. 7. 1. De in artikel 6, 1^o, bedoelde tegemoetkomingen die bij een wet of een reglement worden uitgekeerd, zijn :

1^o de ouderdoms-, rust-, anciënniteits- en invaliditeitspensioenen, alsook alle voordelen die hierrmee gelijkgesteld zijn of die deze aanvullen, toegekend :

a) het zij bij of krachtens een Belgische of buitenlandse wet;

b) hetzij door een overheid of een instelling van openbaar nut;

2^o de vergoedingen, toelagen en lijfrenten toegekend aan de personen die getroffen zijn door een arbeidsongeval of een beroepsziekte, bij toepassing van de wetgeving betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen of bij toepassing van de wetgeving betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten en betreffende de voorkoming ervan;

3^o de vergoeding toegekend aan een gehandicapte die getroffen is door een ongeval, bij toepassing van de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, of bij toepassing van elke andere gelijksoortige buitenlandse wetgeving;

4^o de uitkeringen voor arbeidsongeschiktheid, toegekend bij toepassing van de wetgeving betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

5^o de werkloosheidsuitkeringen toegekend bij toepassing van de reglementering betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

6^o de inkomensvervangende tegemoetkomingen, toegekend bij toepassing van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, of de gewone of bijzondere tegemoetkomingen, toegekend bij toepassing van de wet van 27 juni 1989 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de mindervaliden.

Wanneer één van de in vorig lid bedoelde tegemoetkomingen wordt uitbetaald in de vorm van een kapitaal of afkoopwaarde, zijn de bepalingen van artikel 30 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 tot uitvoering van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, van toepassing.

2. Er wordt in geen geval rekening gehouden met het deel van de bij een wet of een verordening uitgekeerde tegemoetkomingen dat wordt toegekend bij wijze van kinderbijslag, integratievergoeding bij toepassing van de voornoemde wet van 27 februari 1987, of van vergoeding voor hulp van derde bij toepassing van de wet van 6 juli 1973 tot verbetering van de wetgeving betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan mindervaliden.

Art. 8. De voordelen in natura bedoeld in artikel 6, 2^o, worden geëvalueerd op grond van de vaste bedragen en percentages bepaald bij de wetgeving betreffende de sociale zekerheid voor werknemers.

Art. 9. Met het oog op de aftrek van de bedragen van de bij een wet of een verordening uitgekeerde tegemoetkomingen, van de voordelen in geld of in natura en van de vergoedingen, vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 6 tot 8, worden deze bedragen tot een maandbedrag herleid.

De aftrek geschiedt als volgt : het maandbedrag berekend overeenkomstig vorig lid wordt afgetrokken van het basismaandbedrag van de vergoeding die als loon geldt, bepaald overeenkomstig artikel 4.

Art. 10. De aanvullende premie in speciën, bedoeld in artikel 3, 2^o, is gelijk aan die bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 12 mei 1987 betreffende de toekenning van sommige voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding ontvangen.

Art. 11. De uitkeringen en het aanvullend loon bedoeld in artikel 3 worden regelmatig, ten minste één keer per maand, uitbetaald.

Art. 12. De uitbetaling van de uitkeringen en het aanvullend loon geschiedt door storting op een bankrekening, op een rekening bij het Bestuur der Postchecks, of door postassignatie, wanneer de uitbetaling rechtstreeks door het Rijksfonds geschiedt. Ze geschiedt door storting op een bankrekening, op een rekening bij het Bestuur der Postchecks, door postassignatie, of van hand tot hand, wanneer, overeenkomstig artikel 77, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 5 juli 1983, de uitbetaling door een centrum geschiedt.

Art. 13. Het ministerieel besluit van 19 februari 1985 houdende vaststelling van de voorwaarden van toekenning, van het bedrag en van de modaliteiten voor betaling van de uitkeringen en het aanvullend loon voorzien ten gunste van de mindervaliden die een beroepsopleiding, omscholing of herscholing doormaken, wordt opgeheven voor wat de Franse Gemeenschap betreft.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekengemaakt.

De bepalingen van dit besluit zijn echter niet van toepassing op de overeenkomsten van beroepsleiding die voor de datum van zijn inwerkingtreding werden gesloten, noch op de verlengingen ervan.

Art. 15. Onze Minister tot wiens bevoegdheid het gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

De Minister-Voorzitter van de Executieve,

V. FEUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 209

22 NOVEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à l'octroi de subventions à la commune de Walcourt pour l'exécution de son opération de rénovation rurale

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 1, § 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional du 4 juin 1987 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation rurale;

Vu la délibération du conseil communal de Walcourt du 5 février 1990 décidant de réaliser son opération de rénovation rurale, selon le schéma-directeur, le programme et le calendrier d'exécution tels que définis dans les documents annexés au présent arrêté;

Vu l'avis de la commission régionale d'aménagement du territoire du 3 avril 1990;

Considérant que la commune de Walcourt ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition du Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,

Arrête :

Article 1^{er}. Le schéma-directeur, le programme et le calendrier d'exécution de l'opération de rénovation rurale de la commune de Walcourt sont approuvés.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de rénovation rurale.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet, et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre ayant la Rénovation rurale dans ses attributions.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé à 80 p.c. du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération.

Art. 5. La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 6. Le Ministre ayant la Rénovation rurale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 22 novembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi chargé de la Rénovation rurale,
de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles,

E. HISMANS

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 209

22. NOVEMBER 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung der Gemeinde Walcourt von Subventionen zur Durchführung von ländlichen Erneuerungsmassnahmen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 1, § 3;

Aufgrund des Erlasses der Regionalexekutive vom 4. Juni 1987 über die Gewährung durch die Region von Subventionen zur Durchführung von ländlichen Erneuerungsmassnahmen;